

L'entrée des ouvriers licenciés, protégés par un piquet, le lundi 18, est une réaction, quoique tardive, à tant de légalisme.

Pourtant les faits ont montré que, quand le PCE s'écarte de deux doigts du légalisme, c'est pour aussitôt y retomber de deux coudées.

Ainsi il tenta de convertir l'assemblée de la Seat en un cours de bonnes manières avec la bourgeoisie (affirmant que le seul objectif était de faire respecter la décision de la Magistrature, dialoguant avec la direction et les sbires de la Brigade politico-sociale ...) et de lutte contre les révolutionnaires qui, avec la police aux portes, proposaient d'organiser la défense de l'assemblée. La charge de la police provoqua la réaction des ouvriers de la Seat dont l'instinct de classe est plus puissant que les discours « carrillistes »

Le lendemain matin le PCE faisait de nouveau un demi pas à gauche, appuyant la manifestation, poing levé, de la via Layetana pour enchaîner aussitôt une douzaine de pas à droite, poussant les ouvriers à s'enfermer dans la Cathédrale ou l'Evêché. Après ces débordements successifs, avec les suspensions d'emploi et de salaire frappant des ouvriers de la Seat, avec les arrestations, le PCE semblait aborder le problème de la généralisation de la lutte comme une simple formalité. La combativité ouvrière et l'activité autonome des révolutionnaires ont mené la lutte beaucoup plus loin que ne le voulait le PCE, si l'on en juge à l'agitation et l'activité qu'il a développées. Finalement, le samedi 23, il décide de convoquer une manifestation à la Plaza Cataluna, mais sans qu'aucun piquet, aucune défense, ne soient organisés. Il a appelé ensuite à une journée de lutte généralisée pour le 29 octobre ... toujours avec le même projet de la dévier vers la collaboration de classes qu'exige sa politique de Pacte pour la Liberté avec la bourgeoisie.

De nombreux militants du PCE, tels ceux de Rubi et Sabadell, avec qui la Liga Comunista Revolucionaria a signé un tract unitaire, se disent : « Le Parti aura compris la leçon maintenant ». Pourtant, il ne s'agit que de concessions momentanées.

Une politique qui préconise de façon conséquente le combat direct de l'ensemble de la classe ouvrière contre la bourgeoisie n'est possible que sur la base du marxisme révolutionnaire, de son application à l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire de prise du pouvoir et de la construction du Parti capable d'assurer cette élaboration et sa concrétisation dans la lutte de classes.

Un Parti que la montée des luttes et la répression franquiste rendent toujours plus urgent, au point que, déjà aujourd'hui, on ne peut impulser efficacement la généralisation de la lutte à l'échelle de l'Etat qu'au moyen d'une organisation marxiste révolutionnaire qui se construit, avec ténacité, en embryon de ce Parti. Ces exigences impérieuses de la lutte des classes condamnent à l'impuissance toutes les organisations qui, affirmant avoir rompu radicalement avec la politique de collaboration de classes du PCE, n'abordent pas de façon conséquente la construction du Parti.